

Les 100 jours d'Obama : le changement est encore à venir

mardi 12 mai 2009, par [SELFA Lance](#) (Date de rédaction antérieure : 29 avril 2009).

Aux Etats-Unis, des millions de personnes attendaient impatiemment la présidence de Barack Obama, pleins de fierté et d'espoir. Mais les 100 premiers jours d'Obama ont soulevé une série de questions critiques à propos des limites de ce qu'on peut attendre d'un démocrate à la Maison-Blanche - et de ce qu'il faudra mettre en œuvre pour obtenir les changements que les salarié-es veulent.

D'après le sondage de Gallup, Barack Obama va atteindre la borne de ses 100 premiers jours en fonction comme le président le plus populaire depuis 30 ans. Cette période comprend le saint patron de la droite américaine, Ronald Reagan.

Cette popularité témoigne du désir de la majorité de la population des Etats-Unis de maintenir la décision qu'elle a prise en novembre dernier : celle de rompre avec une génération de domination conservatrice.

Le soutien dont jouit Obama dans la population est d'autant plus remarquable que ses premiers mois de présidence ont soulevé des critiques provenant non seulement de différents secteurs des médias et de l'establishment politique, mais aussi de la part du camp progressiste qui lui serait normalement acquis.

Jusqu'à maintenant, l'opposition de droite a été floue et en grande partie inefficace. La foule bigarrée des « tea baggers » [\[1\]](#) rassemblait le jacasseur radiophonique Rush Limbaugh, des politiciens de deuxième zone tels que la gouverneure de l'Alaska Sarah Palin [ex-candidate républicaine à la vice-présidence aux côtés de John McCain], le gouverneur républicain de la Louisiane Bobby Jindal et le gouverneur sécessionniste texan Rick Perry [ce républicain occupe son poste depuis décembre 2000], constituait une opposition plutôt minable.

De l'autre côté de l'éventail, la plupart des progressistes (liberals) continuent à soutenir assez fermement les projets d'Obama, malgré leurs réserves lorsque l'administration courbe l'échine devant les banquiers de Wall Street et leur réticence à l'égard de priorités telles que le Employee Free Choice Act [\[2\]](#) et la réforme du système de santé.

Les premiers trois mois de la présidence d'Obama devraient également rappeler à ceux qui avaient des illusions à ce sujet, qu'en tant que président des Etats-Unis, le rôle d'Obama est par définition de préserver le statu quo. Même si le statu quo doit être tiré et poussé pour qu'il fasse son entrée au XXI^e siècle.

Obama a pris quelques mesures pour rénover la politique états-unienne : il a ordonné la fermeture le camp de prisonniers de la Baie de Guantanamo (Cuba), abandonné la règle de silence total qui pesait sur l'assistance à l'avortement, et, contrairement à l'administration Bush qui niait le changement climatique global, celle d'Obama accepte que c'est bien là un problème auquel le gouvernement des Etats-Unis doit s'attaquer.

Mais dans une série de décisions majeures, Obama a fait preuve de beaucoup plus de continuité avec le régime Bush que ce à quoi ses partisans auraient pu s'attendre.

Tout d'abord, l'éventail des plans que son principal conseiller économique Larry Summers et le secrétaire au Trésor Tim Geithner ont mis sur pied pour sauver le système bancaire sont des extensions des politiques de renflouement de leurs prédécesseurs sous Harry Paulson, le secrétaire au Trésor de Bush et ex-dirigeant de Goldman Sachs. Ces plans représentent un énorme transfert de richesse des salarié·e·s en direction de l'establishment bancaire, alors que c'est ce dernier qui est en grande partie responsable de la crise économique.

Obama et ses conseillers ont balayé les critiques progressistes (*liberal*) émises par des économistes tels que les lauréats de prix Nobel Paul Krugman et Joseph Stiglitz qui les accusaient de dorloter Wall Street. Ils ont même tenté de détourner la colère dirigée vers les titans de Wall Street qui ont utilisé l'argent des contribuables pour s'octroyer des bonus incongrus.

D'après *Politico*, de l'American political journalism - organisation basée à Washington - Obama aurait affirmé devant un groupe de banquiers à la Maison-Blanche qu'il était le seul recours qui restait entre eux et les « fourches » de la population en colère qui exigeaient que Washington mette un terme au favoritisme qu'il accorde à Wall Street. Si cette citation est correcte, cela signifie qu'Obama est parfaitement conscient du rôle qu'il joue lorsqu'il sert de façade à Wall Street, tout en alléguant qu'il « ressent la douleur » de Main Street [formule renvoyant à la population « ordinaire »].

Deuxièmement, il était largement prévisible qu'Obama confirmerait une série de mesures politiques parmi les plus odieuses de Bush, notamment celles relatives à la « guerre contre le terrorisme ».

Le pouvoir présidentiel est cumulatif. Une fois qu'un président s'en empare, ses successeurs ne le lâchent pas de bon gré. Depuis le refus de poursuivre les auteurs des guides concernant la torture, récemment publiés, jusqu'à l'intervention en faveur du secret et contre les libertés civiles dans un nombre de cas judiciaires en lien avec la « guerre contre le terrorisme », reliquats des années Bush, l'administration est en train d'indiquer que l'establishment national de sécurité états-unien n'a aucune intention de revenir à une politique d'avant le 11 septembre 2001.

Si on ajoute cela aux plans pour renforcer l'intervention en Afghanistan et une augmentation du budget militaire (laissons de côté les plaintes des conservateurs concernant les « coupes » dans le domaine militaire), l'institution militaire n'a certainement rien à craindre de l'ère Obama.

L'élection d'Obama fait partie d'un mouvement général vers la gauche de la population états-unienne, ou du moins d'une prise de distance par rapport à l'idéologie dominante de droite qui a modelé la politique américaine pendant une génération. Cette évolution se poursuivra probablement, indépendamment de ce qu'Obama fera ou ne fera pas.

Preuve en est, par exemple, le soutien croissant dont bénéficient les mariages entre personnes d'un même sexe partout dans le pays. A peine quelques années après que les conservateurs aient utilisé le mariage des homosexuels comme thème propre à exciter leur base, deux états ruraux - l'Iowa et

le Vermont - ont récemment légalisé le mariage entre homosexuels après que des campagnes militantes aient mis cette question à l'ordre du jour dans ces deux Etats. Maintenant, même quelques républicains, comme le directeur de campagne de McCain, Steve Schmidt, conseillent aux républicains de laisser tomber les attaques contre les homosexuels.

Les déclarations récentes d'Obama suggérant que les Etats-Unis pourraient être susceptibles de modifier leur politique obstinée à l'égard de Cuba ont entraîné beaucoup moins de lamentations et de grincements de dents que ce à quoi on aurait pu s'attendre, sauf de la part d'une poignée d'anti-castristes irréductibles.

Que se passera-t-il maintenant ? Au vu de la crise gigantesque qu'Obama a héritée, il est assez remarquable qu'il apparaisse dans une position aussi forte. Cependant l'avenir ne le traitera peut-être pas avec autant de prévenance. Et il est possible que la patience de la population soit en train de s'épuiser. En ce moment, Obama a l'avantage d'avoir mis en place une série de programmes pour gérer la crise économique dont les résultats ne sont pas visibles. Les gens tendent donc à lui accorder le bénéfice du doute.

Néanmoins on peut parier que le taux de chômage et le désespoir économique vont augmenter au cours de l'année prochaine, voire au-delà. Les mesures politiques d'Obama ne sont, très probablement, pas suffisamment fortes pour réellement arrêter le déclin économique. Et les proclamations d'Obama contre Al-Qaïda signalent le risque que les Etats-Unis sombrent dans une guerre longue et impopulaire en Afghanistan et au Pakistan.

Il y a beaucoup de choses qui pourraient miner la position actuelle d'Obama. Et ses opposants ne seront pas toujours aussi grotesques que maintenant.

Et cela met au premier plan ce que SocialistWorker.org a mis en avant, de manière systématique, depuis qu'Obama a émergé comme favori démocrate lors des élections présidentielles il y a plus d'une année : à savoir que l'évolution de la conscience de masse doit se traduire en une organisation de masse qui mette la pression sur le gouvernement au nom des travailleurs.

Le repère pour juger une nouvelle administration par ses actes au cours des 100 premiers jours, date bien sûr du début de la présidence de Franklin Roosevelt en 1933. Entre le 9 mars et le 16 juin de cette année, Roosevelt avait proposé - et le Congrès avait mis en vigueur - 15 lois importantes, y compris l'abolition de la Prohibition, la création de la National Recovery Administration [3], la mise en place d'une assurance chômage fédérale, des programmes pour l'emploi, des aides en cas de saisie de maison et une réglementation des banques (avec le Glass-Steagall Act [4], dont l'abolition en 1999 a contribué à la crise actuelle).

Les mesures d'Obama concernant le plan de relance et les décisions budgétaires ne semblent pas comparables aux mesures prises par Roosevelt.

Mais il est important de se souvenir qu'aucune de ces lois des années 1930 - et des débuts du New Deal - n'aurait eu l'impact qu'elle a eu si les gens ordinaires ne s'étaient pas organisés alors, massivement, pour revendiquer davantage.

Le récent commentaire de l'historien Thomas Sugrue [auteur, entre autres, de *Sweet Land of Liberty : The Forgotten Struggle for Civil Right in the North*, Random House, 2008] dans l'hebdomadaire *The Nation* tombe à propos :

« Il reste à voir si Obama parviendra à dompter la Grande Récession, si son cercle de conseillers, pour la plupart expérimentés et hérités de l'ère Clinton, auront le courage de se lancer dans des expériences novatrices, et si sa présidence pourra en fin de compte être favorablement comparée à

celle de Roosevelt. Il convient de ne pas oublier que si le New Deal a été le résultat d'un leadership présidentiel et d'une politique novatrice, les drames de la Grande Dépression et du New Deal se sont également joués loin de la capitale du pays - dans les rues de New York, dans les champs céréaliers du Nebraska, dans les usines d'automobile de Flint et dans les chantiers navals de la Californie. »

Peut-être la différence la plus importante entre 2009 et 1933 est qu'Obama n'a pas - ou du moins pas encore - été sérieusement testé par la pression organisée d'en bas. Et c'est en fin de compte ce qui distingue l'administration de FDR de celle d'Obama.

C'est à ceux qui veulent davantage de changements radicaux que ce qu'Obama est prêt à envisager, qu'il appartient de poursuivre vers la création de cette « pression organisée d'en-bas ».

P.-S.

* Paru dans Socialist Worker (USA). Traduction française, intro et notes de la rédaction de A l'encontre (Suisse).

* Lance Selfa tient une chronique dans l'hebdomadaire Socialist Worker (de l'International Socialist Organization - ISO). Il est l'auteur de *The Democrats : A Critical History*, Haymarket Books, 2008.

Notes

[1] Les opposants à la politique fiscale et de relance de Barack Obama ont choisi le 15 avril 2009, date limite d'envoi de la déclaration d'impôts, pour rejouer devant la Maison-Blanche la fameuse Boston Tea Party de 1773 du port du Massachusetts, qui exprimait l'opposition aux mesures de la Couronne britannique. (Réd.)

[2] L'Employee Free Choice Act (EFCA) a été déposé devant les deux chambres du Congrès des États-Unis le 10 mars 2009. S'il est adopté, ce texte de loi qui a le soutien du mouvement syndical priverait l'employeur de bon nombre des avantages auxquels il recourt habituellement pour éviter la présence des syndicats dans son entreprise. Mais, actuellement, au mieux, il semble que l'on se dirige vers un compromis boiteux. (Réd.)

[3] Le National Industrial Recovery Act ou NIRA (« loi de redressement industriel national ») est une loi adoptée le 16 juin 1933 dans le cadre du New Deal de Franklin D. Roosevelt, au cœur de la Grande dépression. Dans le but de soutenir les prix et les salaires, elle promeut un « code de bonne conduite » des entreprises. La loi crée un organisme de régulation, la National Recovery Administration ou NRA, qui encourage l'adhésion des sociétés. Les firmes qui suivent volontairement ce code peuvent afficher un logo en forme d'aigle bleu - Blue Eagle. (Réd.)

[4] Le Glass-Steagall Act est le nom sous lequel est généralement connu le Banking Act de 1933 aux États-Unis. Ce Banking Act a instauré une séparation entre les métiers de banque de dépôt et de banque d'investissement ; il a créé le système fédéral d'assurance des dépôts bancaires ; Il a introduit le plafonnement des taux d'intérêt sur les dépôts bancaires (la Regulation Q). Il tient son nom d'un sénateur démocrate de Virginie, Carter Glass, ancien secrétaire au Trésor, et d'un représentant démocrate de l'Alabama, Henry B. Steagall (en), président de la commission Banque et Monnaie de la chambre des représentants. Battu en brèche depuis le milieu des années 1970 et largement contourné par l'ensemble des milieux de la banque, il a finalement été abrogé le 12 novembre 1999 par le Financial Services Modernization Act, dit Gramm-Leach-Bliley Act, juste à temps pour permettre la fusion constitutive du géant Citigroup... qui s'est retrouvé, en 2008, en

chute libre et a été sauvé par les instances gouvernementales.(Réd.)